

15 novembre 1998 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la décision française d'annuler la dette des pays d'Amérique centrale touchés par l'ouragan Mitch et la proposition d'une conférence internationale pour l'aide à la reconstruction, Guatemala le 15 novembre 1998.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, cher Ami, Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord exprimer au Président Alvaro Arzu mes sentiments de reconnaissance, d'estime et d'amitié. De reconnaissance pour son accueil, qui a été chaleureux et auquel j'ai été sensible, notamment en raison des circonstances exceptionnelles qui ont marqué son beau pays.

D'estime également, parce que pour la France, le Président Alvaro Arzu c'est d'abord et avant tout l'homme de la paix qui, après quarante ans de guerre, a eu la force d'imposer la paix dans son pays, la réconciliation nationale, de l'engager sur la voie de l'Etat de droit et du respect des Droits de l'Homme. Il y a quelques mois, les Nations Unies ont rayé le nom du Guatemala de la liste des pays où les Droits de l'Homme n'étaient pas respectés, et cela c'est son oeuvre. C'est donc bien un sentiment d'estime que l'on doit avoir pour lui.

Je m'étais réjoui l'année dernière, quand il était venu à Paris, qu'il reçoive le Prix Félix Houphouët-Boigny. Vous savez que le Président Félix Houphouët-Boigny était la sagesse même. C'était un grand africain, c'était un homme de paix avant tout. Je suis sûr, l'ayant bien connu, il fut, vous le savez, l'un de mes maîtres, je suis sûr que là où il est, c'est avec beaucoup de plaisir qu'il a vu que ce Prix, son Prix, était donné à un homme de paix authentique, à un homme respectueux des autres, à un homme qui a réconcilié son peuple.

Je voudrais lui dire mon amitié. Nous nous connaissons depuis peu, mais j'ai toujours éprouvé pour le Président Alvaro Arzu un vrai sentiment d'amitié et de compréhension mutuelle, et j'étais heureux de le retrouver ici, dans ce pays si beau, aux si anciennes traditions d'histoire et de civilisation, qui est également un pays qui entend revendiquer sa modernité, retrouver sa place dans les pays en développement rapide et qui sait et qui saura à la fois être cette "tierra de maïs" dont parlait avec tant de foi et de charme hier Rigoberta Menchu, et cette terre de développement que la fin de la guerre lui permet d'être pour l'avenir.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que j'ai demandé au président Alvaro Arzu, après les entretiens très approfondis que nous avons eus hier et aujourd'hui et que nous aurons encore tout à l'heure sur l'ensemble des problèmes bilatéraux, des problèmes entre son pays et l'Union européenne, des problèmes du monde, de refaire le voyage de France. Je l'ai invité, à la date qui lui conviendrait au cours du premier semestre de l'année prochaine, à faire une visite d'Etat en France. Je le recevrai avec beaucoup de plaisir. A l'occasion de cette visite d'Etat, le Président Alvaro Arzu pourra rencontrer, à Bruxelles, le Président de la Commission européenne et l'ensemble de la Commission. Il pourra aussi, je crois que c'est une chose utile, rencontrer à Bonn le Chancelier allemand, d'abord en sa qualité de Chancelier de l'Allemagne fédérale, mais aussi en sa qualité de Président de l'Union européenne pour le premier semestre de l'année prochaine. Le Président Alvaro Arzu m'a donné son accord de principe, sous réserve qu'il puisse dégager le temps nécessaire pour faire ce voyage. Je m'en réjouis beaucoup.

Naturellement, le problème actuel du Guatemala est lié aux effets économiques et sociaux de l'ouragan Mitch. J'aurai l'occasion, probablement en répondant aux questions que vous me poserez, de vous dire quelle est la position de la France à l'égard des pays touchés par cet ouragan et quelles sont les dispositions qu'elle entend prendre à titre bilatéral, mais aussi sur le plan international et multilatéral.

Mais je voudrais, avant de parler de ces problèmes techniques, vous dire quelque chose.

Il n'y a pas de mots, nous l'avons vu tout à l'heure, notamment pour ceux qui ont survolé cette région, pour dire le désespoir, la solitude, l'immense détresse de ceux qui ont tout perdu. Mais il y a des mots, et au-delà des mots il y a des actes, pour dire l'émotion, la solidarité, la présence. Face à la catastrophe qui a frappé l'Amérique Centrale, je lance cet après-midi un appel à la Communauté internationale. Nous ne pouvons pas laisser dans le malheur et dans le dénuement des millions de femmes et d'hommes dont tant de proches ont disparu et dont tous les biens et toutes les espérances viennent d'être anéantis.

La Communauté Internationale doit se mobiliser davantage et mener une action de solidarité naturelle et exemplaire pour sauver ce qui peut l'être, reconstruire ce qui est détruit, rebâtir les économies, redonner l'espoir et la confiance aux peuples et, ici, au Guatemala, pour donner toutes ses chances au processus de paix.

La France propose que se tienne, dans un délai d'un mois, une grande Conférence pour la reconstruction de l'Amérique Centrale. Cette Conférence devrait être présidée par la Banque mondiale, avec le plein concours du Fonds Monétaire International et de la Banque Interaméricaine de Développement. Devraient y participer toutes les institutions financières et de développement économique et social concernées, ainsi que l'ensemble des pays donateurs au titre de la solidarité.

En tenant cette Conférence, nous répondrons à l'appel des Chefs d'Etat centraméricains réunis à San Salvador le 9 novembre dernier. Sur la base de leurs plans nationaux, de leur situation spécifique et de la vision régionale qu'ils ont, la Conférence devrait mobiliser et coordonner les contributions de tous les donateurs, institutions financières et pays qui ont les moyens de participer à la reconstruction. Elle devrait décider les modalités concrètes de l'aide à la reconstruction des infrastructures économiques et sociales détruites.

La France souhaite qu'une attention particulière soit portée aux populations les plus défavorisées. La Conférence doit faire passer avant toute autre considération les besoins des hommes pour reconstruire de manière socialement exemplaire.

Le succès de ce programme de reconstruction passe, bien sûr, par l'allègement du fardeau de la dette des pays affectés par l'ouragan Mitch.

Ce problème ne se pose pas du tout de la même façon dans chacun des pays concernés. Ce n'est pas en particulier, compte tenu de la faiblesse de sa dette, le problème ou la revendication du Guatemala, mais c'est un problème global qui doit être globalement et de la même façon traité pour l'ensemble des quatre pays. J'y reviendrai tout à l'heure.

Pour ce qui la concerne, la France a décidé d'annuler la totalité de ses créances au titre de l'aide publique au développement au bénéfice du Guatemala, du Honduras, du Salvador et du Nicaragua. Ce qui représente de l'ordre de 750 millions de francs.

La France lance un appel à tous les pays créanciers du Club de Paris, et c'est une des choses qui seront discutées cet après-midi avec les spécialistes ou les experts de ces pays, avec le Président du Club de Paris qui, comme vous le savez, a fait le voyage avec moi.

Donc la France lance un appel à tous les pays créanciers du Club de Paris pour qu'une action forte et généreuse soit décidée.

Au moment où les frontières s'effacent, la réponse aux grandes tragédies c'est plus que jamais la solidarité.

J'espère que cet appel, que j'ai évoqué avec le Président Bill Clinton et avec le Premier Ministre Tony Blair, avec nos amis allemands aussi et que j'aurai l'occasion d'évoquer dans les tous prochains jours avec les autres importants créanciers du Club de Paris, sera entendu et qu'il fera l'objet d'une mise en oeuvre aussi rapide que les exigences l'imposent.

Enfin, avant de répondre à vos questions, je voudrais dire combien j'ai été heureux de retrouver

Enfin, avant de répondre à vos questions, je voudrais dire combien j'ai été heureux de sauver ce matin les secouristes français. Ils appartiennent à l'armée, à la sécurité civile, aux ONG et ils donnent, de façon exemplaire, tout leur cœur, toutes leurs compétences pour apporter, hélas une fois de plus, leur aide et leur solidarité à une population qui souffre.

A moins que le Président Arzu veuille ajouter quelque chose maintenant, nous sommes prêts à répondre à vos questions.

Je vous remercie.

QUESTION - Monsieur le Président, l'appel que vous venez de lancer à la Communauté internationale pour la reconstruction des pays touchés par le cyclone est un appel très fort. Est-ce que cela veut dire que vous estimez que la mobilisation de la Communauté internationale n'est pas suffisante à l'heure actuelle ?

LE PRESIDENT - La mobilisation, en période de drame, n'est jamais suffisante. Alors je pense que face à la situation que connaissent les quatre pays d'Amérique Centrale que j'ai cités, il faut renforcer et coordonner la solidarité internationale et que ceci peut se faire, utilement, dans le cadre d'une décision concertée entre les institutions internationales et les pays créanciers. Et cela, me semble-t-il, est une obligation. Je dirai que plus largement ce drame devrait nous faire prendre, plus encore conscience que par le passé, de la nécessité d'une plus grande solidarité internationale. Il y a à Genève, je crois, une institution des Nations Unies qui s'appelle l'UNDRO. C'est un organisme des Nations Unies qui est fait pour engager les actions nécessaires en cas de catastrophes internationales, pour rassembler les moyens, pour donner les impulsions. Mais, malheureusement, cet organisme, qui est composé de gens extrêmement dévoués et compétents, n'a jamais eu les moyens nécessaires. Il fut un temps où ceci était compréhensible, ça ne l'est plus aujourd'hui. Et à partir de cet organisme ou sous toute autre forme que ce soit, les grandes institutions financières et les pays concernés, je crois qu'il faut effectivement nous donner les moyens pour l'avenir d'une réponse plus efficace, plus humaine aux drames qui peuvent frapper telle ou telle région du monde.

QUESTION - Monsieur le Président, vous dites en avoir parlé au Président américain et à Tony Blair. Quelle a été leur première réaction sur la tenue de la Conférence et aussi sur l'allègement possible de leur dette ?

LE PRESIDENT - Je crois pouvoir vous dire que cette réaction est positive. Aussi bien le Président Clinton que Tony Blair m'ont demandé de transmettre au Président Alvaro Arzu leur sentiment de solidarité et d'amitié. D'ailleurs, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Mexique, l'Allemagne, comme beaucoup de pays, ont très généreusement apporté leur contribution dans le cadre de l'aide humanitaire.

QUESTION - Le document qui rassemblait les positions de l'Amérique Centrale demande de pouvoir commercer avec l'Union européenne. Il souhaite que soient éliminées toutes les barrières. Est-ce qu'il y a des chances, au moins pour la France, que ses frontières soient éliminées pour le commerce centraméricain ?

LE PRESIDENT - Avant de répondre à votre question qui est importante, je voudrais dire ce que la France, pour sa part, a décidé pour ce qui concerne les quatre pays de l'Amérique Centrale. Tout d'abord, il y a ce que l'on appelle l'aide bilatérale concessionnelle, c'est-à-dire une dette due au titre de l'aide publique au développement. Je rappelle que ceci n'est pas une priorité pour le Guatemala. Le Guatemala n'a pas demandé l'allègement de sa dette. Et il ne l'a pas demandé pour une raison simple : c'est que la dette guatémaltèque est très faible et ce qui est important pour le Guatemala, c'est une aide au développement. C'est d'autant plus important que les dégâts ont été considérables et que le processus de paix, lui-même, exige une certaine dynamique économique et sociale pour s'enraciner, pour s'implanter. Il y a donc une nécessité impérieuse d'apporter une réponse aux questions que se pose, aujourd'hui, le Guatemala pour des raisons économiques, mais aussi pour des raisons politiques, liées à la poursuite et à l'enracinement du processus de paix.

Donc, en ce qui concerne cette dette bilatérale, la France a décidé d'annuler toutes ses créances sur les quatre pays concernés et elle a proposé que les autres pays créanciers fassent la même chose. Elle milite dans ce sens.

Ensuite, il y a ce que l'on appelle la dette bilatérale commerciale, c'est-à-dire traitée dans le cadre du Club de Paris. Et la France a décidé de rechercher le meilleur traitement possible, c'est-à-dire de préférence ce que l'on appelle les "termes de Lyon", c'est-à-dire l'annulation de 80 % de la dette pour ce qui concerne ces pays, en fonction de ce qui sera fait ensemble à ce titre dans l'instance compétente pour décider, c'est-à-dire le Club de Paris. C'est une des raisons pour lesquelles le Président du Club de Paris est venu, ici, avec moi.

Et d'autre part, la France a décidé d'accorder immédiatement un moratoire général de six mois, sans pénalité, en attendant ces décisions du Club de Paris. Il sera réuni par son Président dès que l'étude technique des dossiers, qui est faite très rapidement, sera terminée, c'est-à-dire en tous les cas dans la première quinzaine de décembre et probablement plus près du 1er que du 15 décembre.

Et enfin, il y a la dette multilatérale, c'est-à-dire la dette due au Fonds Monétaire International, à la Banque mondiale, à la Banque Interaméricaine de Développement. Et la France souhaite, propose et demande la constitution d'un Fonds, alimenté par des contributions bilatérales et aussi d'une partie des bénéfices des institutions internationales, ce Fonds devant se substituer le plus possible aux pays d'Amérique Centrale pour les aider.

Voilà ce qu'a décidé la France. Voilà l'action qu'elle entend conduire auprès de ses partenaires pour arriver à un résultat positif.

Votre consœur a posé le problème du commerce dont le Président Arzu a également longuement parlé, qui concerne, je dirai le libre-échange. Vous savez qu'il y a une volonté de l'Union européenne d'aller dans ce sens, en particulier, avec le Guatemala. Je rappelle que le 9 octobre dernier, avant le cyclone Mitch, l'Union européenne, sur une proposition française, a été unanime. Le Conseil européen a été unanime pour exprimer au Président Arzu sa confiance, son estime dans la conduite de sa politique de réconciliation et de paix. Et si je dis cela, c'est parce que l'Union européenne, naturellement, est très ouverte à la négociation de dispositions qui permettent d'améliorer le libre-échange entre le Guatemala et l'Union européenne. Alors pour dire la vérité, si nous sommes très ouverts à cela dans tous les domaines, il y a un domaine délicat, chacun le sait, et il faut parler des choses telles qu'elles existent, qui est celui de la banane. La bananeraie a été extrêmement touchée et détruite par le cyclone, et vous savez que la France a des intérêts particuliers dans le domaine de la banane, puisque la banane fait vivre un nombre considérable, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes dans les départements français des Antilles, à la Martinique et à la Guadeloupe. Nous sommes obligés de tenir compte aussi de cette situation. Mais je dois dire que les choses progressent et que nous sommes tout à fait disposés à les faire progresser le mieux possible et dans le cadre des intérêts de l'Amérique Centrale. Mais là, nous avons un problème spécifique que nous ne pouvons pas ignorer.

QUESTION - Le fonds dont vous avez parlé et que vous voudriez créer, est-ce que c'est un fonds pour payer l'allègement de la dette de ces pays, c'est un fonds pour le développement et la réparation de l'infrastructure de ces pays ?

LE PRESIDENT - D'abord je ne veux pas préjuger la décision qui serait prise à l'occasion de cette conférence. Je dis qu'il y a un problème urgent et qu'il faut le traiter. Le problème de la dette est un problème à part. J'ajoute qu'ici au Guatemala ce n'est pas le meilleur endroit pour en parler parce que ce n'est pas le premier souci du Guatemala.

Pour ce qui concerne en règle générale la solidarité qui doit s'exprimer, elle doit s'exprimer par tous les moyens, depuis l'aide humanitaire jusqu'à l'aide au développement en passant bien entendu par la réduction ou l'annulation des dettes. Mais ce que je propose, c'est que l'on mette en place, à l'occasion du désastre de Mitch et dans le cadre d'une conférence spéciale réunissant les institutions et les pays donateurs, une action beaucoup plus dynamique et rapide qui concerne tous les moyens à mettre en oeuvre depuis, je le répète, l'aide humanitaire jusqu'à l'aide au développement en passant par la réduction des dettes.

QUESTION - Cette conférence que vous convoquez et qui serait sous la présidence de la Banque mondiale, où va-t-elle se faire ? Au siège de la Banque mondiale ou dans un autre pays ? Je voudrais aussi savoir, dans le cas spécifique du Guatemala, après que vous ayez vu ce qui a été

détruit dans la partie nord, est-ce que vous pensez donner une aide supplémentaire en plus de l'annulement de la dette extérieure ?

LE PRESIDENT - J'ai proposé qu'on fasse une conférence, j'ai proposé que ce soit sous la présidence de la Banque mondiale et par conséquent il appartiendra à la Banque mondiale, si cette idée est acceptée par tous nos partenaires, ce qui n'est pas encore fait, c'est à la Banque mondiale de décider où cette réunion doit avoir lieu. Est-ce que c'est au siège de la Banque mondiale, est-ce que c'est dans un pays d'Amérique Centrale ? Là ce n'est pas de ma décision, je n'ai pas de proposition à faire.

Ce que j'ai vu ce matin en survolant une partie du Guatemala n'a fait qu'effectivement m'encourager à aider les autorités guatémaltèques à relancer leur programme de développement , dans la mesure où, je le répète, où même si le Guatemala est un pays plus riche que d'autres, il a un problème spécifique, un problème politique qui est l'enracinement du processus de paix, qui exige impérativement une aide internationale au développement de façon à ce que chacun ait conscience qu'il n'y a pas d'autre solution que la paix.

QUESTION - J'aurais voulu savoir quelle était la position de la France concernant l'Irak après les déclarations américaines, si vous pensez qu'aujourd'hui la crise est dénouée.

LE PRESIDENT - C'est également un sujet que nous avons longuement évoqué avec le Président Arzu. Comme vous le savez, j'ai eu hier soir une conversation, une très longue conversation , une conversation téléphonique à trois, avec le Président Clinton et avec Tony Blair.

Le Conseil de sécurité poursuit actuellement ses travaux. L'Irak a adressé au Secrétaire Général de l'ONU plusieurs lettres qui affirment sans ambiguïté et sans équivoque la reprise immédiate et sans condition de sa coopération avec les Nations-Unies. Le Président Clinton vient, il y a quelques heures à peine, de faire une déclaration dont je salue l'esprit. Je souhaite à ce stade faire un bref commentaire.

D'abord, il faut souligner que c'est la conjugaison de la fermeté du Président Clinton, de l'unité du Conseil de sécurité et de l'autorité du Secrétaire Général, Monsieur Kofi Annan, qui a permis d'obtenir ce résultat. Il n'y avait rien à négocier et rien n'a été concédé. Il faut maintenant que les inspecteurs de l'UNSCOM et de l'AIEA puissent reprendre, dans les meilleurs délais, leur travail, et sans aucune restriction, cela va de soi.

C'est en coopérant pleinement avec les Nations Unies que l'Irak obtiendra la levée des sanctions et la réinsertion du peuple irakien au sein de la communauté internationale. C'est, je crois, la leçon que l'on peut tirer de cette nouvelle crise. Bagdad doit savoir qu'en cas de nouvelle rupture de la coopération avec l'ONU, la menace de la force pèserait à nouveau immédiatement sur ce pays.

Voilà ce que je voulais dire aujourd'hui, je n'ai rien de plus à ajouter et je vous remercie.